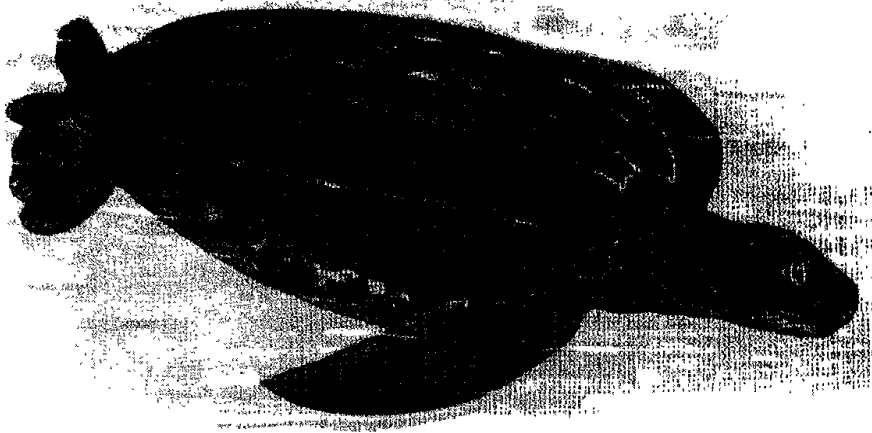


Tortues marines : halte à l'extermination !

DU CONGO LE CRI DE DÉTRESSE est lancé pour sauver les tortues marines qui échouent sur ses cent soixante-dix kilomètres de côte sur l'océan atlantique. Cet admirable endroit, qu'elles adulent en y déposant réguliè-

l'homme (lui-même !) et les crabes, les crevettes, etc.

Avant que ces tortues ne soient exterminées, la mobilisation, attendue aussi des pouvoirs publics et des populations, a commencé par les organisations inter-



Les tortues marines, vont-elles s'éteindre à jamais, tels les dinosaures ?

ment leurs nids, fait du pays le deuxième refuge le plus important au monde pour ces bêtes traquées. Malheureusement, c'est sans compter avec l'exploitation féroce et illicite de la riche faune sauvage et des ressources végétales forestières inestimables du pays. Et aucun cadre juridique réglementant la capture et la protection n'est à ce jour élaboré.

Les tortues marines, appartenant au groupe des reptiles amphibies (vivant dans l'eau et à l'air libre) et à l'ordre des chéloniens (tronc protégé par une carapace dorsale et un plastron ventral), migrent uniquement là où existent des eaux saumâtres. Les plus fréquentes qui viennent pondre leurs œufs sur la côte congolaise, ce sont les tortues olivâtres, lourdes de 10 à 20 kilos et longues de 30 à 40 centimètres, et les fausses tortues ou tortues Luth, lourdes de 400 à 500 kilos et longues de 1,70 mètre. Ces tortues sont particulièrement en danger, puisqu'un embryon sur cinq parvient à l'âge adulte. La première cause de cette mortalité est la pollution marine qui empêche les échanges gazeux entre l'embryon et l'extérieur, ce qui entraîne *ipso facto* la pourriture de l'œuf. La seconde cause est les prédateurs comme

nationales qui les ont classées espèces protégées : il s'agit en l'occurrence de la Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES), la World Conservation Union (IUCN) et le World Wide Fund for Nature (WWF). A Conkouati, à l'extrême sud-est de Pointe-Noire, l'Association congolaise pour l'environnement et la nature (ACEN), une association française de protection de la nature et Aventure sans frontières mènent des actions de sensibilisation à l'endroit des villageois et d'observation des tortues sur six kilomètres — mensuration, comptage des nids de ponte et fréquentation sur le littoral.

Il faut remarquer que cela est rendu possible par l'existence d'une loi (en cours de révision au département des eaux et forêts) du 21 avril 1983 fixant les conditions d'exploitation et de conservation de la faune sauvage congolaise.

Contact : Jean-Albert Placide Kaya
CRFL (Centre de recherches forestières
du littoral), BP 764, Pointe-Noire
Congo

Formations à la carte et à la base

Les formations destinées surtout aux acteurs agricoles africains se poursuivent au Centre écologique Albert Schweitzer de Ouagadougou. Comme à l'accoutumée, elles portent sur des sujets d'intérêt pratique, tels la technologie appropriée, l'agroécologie et la transformation agroalimentaire : couveuse à pétrole, séchoir solaire, tunnel, pompe manuelle, chauffe-eau solaire, lutte phytosanitaire, conservation et restauration des sols, technique de séchage des fruits, gestion d'une petite entreprise de séchage, transformation des fruits et légumes, fabrication du savon et des produits cosmétiques.

Ces formations pratiques visent les artisans, menuisiers, métallurgues et ébénistes disposant d'un atelier, les techniciens, les ingénieurs agronomes, les encadreurs de groupements paysans, les entrepreneurs ainsi que les groupements féminins.

Cette année, elles ont débuté en février et se termineront en novembre. Des formations complémentaires sont disponibles à cette adresse.

Contact : Evelyne Krimle
CEAS, BP 1006 Ouagadougou 101
Burkina Faso
Fax : (20 33) 1 2 3 5
E-mail : ceas@ceas.org
Site web : www.ceas.org

Ressources naturelles Les producteurs en première ligne

AU MALI, ENTRE LA RECHERCHE et le monde des utilisateurs les rapports changent de jour en jour. Maintenant, les utilisateurs commandent «leurs» propres recherches. Depuis 1998, une audacieuse expérience se déroule entre l'Institut d'économie rurale (IER), le Programme de gestion durable des ressources naturelles (GDRN) de l'Inter-coopération de Suisse et la Com-

levage, les forêts et les ressources aquatiques.

Contact : Ndiaga Mbaye
CORAF-WECARD, BP 8237, Dakar-Yoff
Sénégal
Fax : (221) 825 55 69
E-mail : ndiaga.mbaye@coraf.org
Internet : www.coraf.org

José-Gabriel Lévy quitte le CORAF-WECARD

Sur le chemin qui a mené à la construction d'un édifice légitime et crédible de la recherche agricole dans la sous-région, le Conseil Ouest et



Centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF-WECARD) et dans la région subsaharienne, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), nombreux sont les compagnons qui n'ont pas déchanté. Dr José-Gabriel Lévy est l'un d'eux. Dans son cher pays, le Cap-Vert, il officiait comme directeur de l'Instituto Nacional de Investigação e Desenvolvimento Agrário (INIDA), l'institution représentant le Système national de recherche agricole au sein du CORAF-WECARD. Récemment, il était vice-président du Comité exécutif de ce dernier et un de ses six représentants au Comité exécutif et à l'Assemblée générale du FARA.

Dr José-Gabriel Lévy a quitté l'INIDA pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Praia, où il exerce depuis avril 2001 la fonction d'assistant du représentant résident, chargé de la coordination des programmes.

Bonne continuation, José.

Suite de la première page

Mpindweni. Comme le bonheur aussi ne vient jamais seul, dans la même année le Projet fut revigoré par une subvention de l'Ambassade des Pays-Bas. Ce fonds a servi à acquérir le matériel de production nécessaire, ce qui a permis d'accroître leur production et d'approvisionner (sur contrat) en produits alimentaires le Programme national intégré sur les cantines scolaires. C'est à ce moment-là que les difficultés commencent. Le gouvernement tarde à honorer ses dettes. La boulangerie subit d'importants dégâts causés par une tempête.

Alors, le groupe décida de diversifier les activités, afin de briser la dépendance à l'égard d'une seule source de revenus. Les Projets sur le jardin maraîcher et sur la couture voient aussi le jour. Pour cela, le département de l'agriculture et les autorités coutumières leur octroient deux hectares et demi de terre où construire leur site. La maison de l'une d'elles tient lieu de siège, pendant que se construit un bâtiment sur le site, où plus tard fut transféré tout l'équipement de la boulangerie. Le département de l'agriculture leur clôture tout le périmètre. Mais une autre difficulté surgit : des hommes très influents de la communauté détruisent une partie de la clôture et laissent entrer leurs bêtes qui broutèrent toutes les cultures sur leur passage. Passé ce nouvel épisode ins-

tructif, le groupe obtint des fonds du département de la santé pour achever ces activités, et pour la seconde fois (mai 1998) de l'Ambassade des Pays-Bas réjouie des progrès réalisés. Les fonds octroyés par cette dernière ont permis d'électrifier le bâtiment et d'acquérir d'autres matériels, comme des réservoirs d'eau pour le jardin et des fours électriques.

Aujourd'hui, les femmes disposent d'un compte bancaire et gèrent (depuis septembre 2000) elles-mêmes leurs projets, après avoir bénéficié de formations sur la tenue du livre des comptes et les techniques commerciales. Plus de huit cents personnes jouissent de ces projets. Dix nouveaux projets ont été initiés par d'autres femmes. L'exemple a fait tâche d'huile. Des arbres, fournis par Food and Trees for Africa of Johannesburg, ont été plantés partout, y compris sur le site. Le groupe s'attèle aussi à encourager les femmes d'autres contrées du pays.

Pourtant, ces « femmes d'un nouveau monde » ne sont pas encore au bout de leurs peines, puisqu'un nouveau défi les attend, un bon système d'alimentation en eau pour pratiquer l'irrigation en saison sèche.

Contact : Navy Simukonda
TRALSO, 60 Wesley Street, Umtata
5100 Eastern Cape, Afrique du Sud
Fax : (27) 47 531 2851
E-mail : tralso@wildcoast.co.za



Elles posent ici avec Y. Techoud (au milieu des amazones) de l'Ambassade des Pays-Bas et N. Simukonda (Acting Director) du TRALSO.